

Ronald Reagan Presidential Library  
Digital Library Collections

---

This is a PDF of a folder from our textual collections.

---

**Collection:** Counterterrorism and Narcotics, Office  
of, NSC: Records

**Folder Title:** France I (09/16/1987-09/18/1987)

**Box:** RAC Box 5

---

To see more digitized collections visit:

<https://reaganlibrary.gov/archives/digital-library>

To see all Ronald Reagan Presidential Library inventories visit:

<https://reaganlibrary.gov/document-collection>

Contact a reference archivist at: [reagan.library@nara.gov](mailto:reagan.library@nara.gov)

Citation Guidelines: <https://reaganlibrary.gov/citing>

National Archives Catalogue: <https://catalog.archives.gov/>

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ  
AUPRÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,  
CHARGÉ DE LA SÉCURITÉ

LE CHARGÉ DE MISSION  
AUPRÈS DU MINISTRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 18 septembre

19 87

*Cher* Monsieur le Conseiller,

Vous voudrez bien trouver ci-joint, un dossier concernant les articles parus dans la presse française lors du voyage du Ministre de l'Intérieur Charles PASQUA aux Etats-Unis.

J'ai été très heureux de vous revoir en cette agréable circonstance et je vous renouvelle mes très vifs remerciements pour l'attention bienveillante que vous m'avez réservée lors de notre séjour à Washington.

Je me tiens à votre entière disposition si je puis vous être utile en quoi que ce soit.

Dans l'attente du plaisir de vous revoir, je vous prie de croire, Monsieur le Conseiller, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

*et de mon très personnel et  
amical souvenir.*

*JFE des 17*

Jean-François ETIENNE des ROSAIES

Monsieur Théodore MAC NAMARA  
National Security Council  
WHITE HOUSE  
1600 PENNSYLVANIA AVENUE NW  
WASHINGTON DC 20500  
U.S.A.

VINGT-QUATRE HEURES... VINGT-QUATRE HEURES... VINGT-QUATRE HEURES... VINGT-QUA

EN FRANCE

\* Au terme d'une visite de trois jours aux Etats-Unis, le ministre de l'Intérieur, M. Charles PASQUA, a annoncé à New York que la France et les Etats-Unis avaient décidé d'échanger des agents de liaison pour renforcer leur coopération dans la lutte contre le terrorisme.

\* Le maire (C.D.S.) de Croix, près de Roubaix, M. Francis DEBEUNNE, a décidé de retirer ses délégations à son premier adjoint, M. Jean-Claude RAMEAUX (R.P.R.) à qui il reproche d'avoir utilisé de faux pouvoirs en conseil municipal.

\* M. Guy DRUT, secrétaire national du R.P.R. chargé des sports, a indiqué que le "conseil national des sports du R.P.R. entend demander au Premier ministre d'ouvrir à l'échelon national une réflexion" sur le thème de l'aménagement des rythmes scolaires.

\* Des mesures de caractère financiers, en vue de favoriser l'embauche de chercheurs par les P.M.E., devraient être annoncées d'ici le début d'octobre par l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche).

\* Le dollar s'est nettement raffermi hier au fixing à Paris où il cotait 6,0430FF contre 5,9995 FF la veille.

\* Renault doit devenir une entreprise publique de droit commun à capitaux d'Etat, et non une société d'économie mixte associant capitaux d'Etat et capitaux d'intérêts, estime-t-on au ministère de l'Economie. On réaffirme que le changement de statut ne doit pas être considéré comme l'antichambre de la privatisation mais on ne donne aucune précision sur la forme juridique qui sera choisie par le groupe.

\* La Bourse de Paris a gagné du terrain hier, l'indicateur instantané progressant de 0,4 %.

\* M. Bruno BOURG-BROC, député (R.P.R.) de la Marne et président du groupe d'amitié France/R.F.A. à l'Assemblée nationale, a écrit au secrétaire général du P.C.U.S., Mikhaïl GORBATCHEV, pour lui demander de grâcier le jeune pilote Mathias RUST.

\* La Fédération générale agro-alimentaire C.F.D.T. conjointement avec la Fédération générale des salariés des organisations agricoles a décidé de lancer au mois de septembre une consultation nationale des employés et cadres du Crédit agricole sur le nouveau projet de convention collective.

DANS LE MONDE

\* Le numéro un est-allemand Erich HONECKER a affirmé hier à Neunkirchen (sa ville natale) que la frontière entre la R.F.A. et la R.D.A. pourrait "un jour unir au lieu de séparer" les deux Allemagne, comme c'est déjà le cas, selon lui, entre la Pologne et la R.D.A.

\* Radio Tchad a annoncé hier que l'aviation libyenne avait bombardé dans la matinée Fada et Ouadi-Doum.

\* Le pape JEAN PAUL II a entamé hier à Miami sa deuxième visite pastorale aux Etats-Unis en faisant l'éloge de la liberté devant le président Ronald REAGAN. Auparavant dans l'avion qui l'emmenait en Floride et devant les journalistes, le pape a indiqué que la visite de M. Kurt WALDHEIM au Vatican avait été "nécessaire" et que les homosexuels américains n'étaient "pas en marge" mais "dans le coeur de l'Eglise". Comme on lui demandait si le SIDA était un châtement divin, le pape a répondu : "Il n'est pas facile de connaître les intentions de Dieu. Il est un grand mystère...". A une question sur le manque de démocratie à l'intérieur de l'Eglise catholique, JEAN PAUL II a fait observer que cette dernière n'était pas "une institution démocratique... mais une institution théocratique gouvernée par le Christ".

\* L'UNITA, l'opposition armée angolaise, a lancé un "sévère avertissement à Elf-Aquitaine qu'elle accuse de "faire de la politique et pas seulement du commerce" avant le voyage en France du président angolais José Eduardo dos SANTOS.

\* Le président Ronald REAGAN va demander au Congrès une aide pour les "contras" nicaraguayens de 270 millions de dollars sur une période de 18 mois, a annoncé hier le secrétaire d'Etat George SHULTZ.

\* Les deux "frères ennemis" de l'opposition tchadienne, MM. Goukouni WED-DEYE, ancien président du GUNT et Acheikh Ibn OUMAR, président du néo-GUNT, se sont réconciliés hier à Ouagadougou, sous les auspices du capitaine Thomas SANKARA, apprenait-on de source autorisée burkinabe.

\* Le ministre des Affaires étrangères de Papouasie-Nouvelle Guinée a indiqué hier que son pays envisageait d'offrir au F.L.N.K.S. des facilités pour opérer en tant que gouvernement en exil.

\* Le major Pierre BUYOYA a été élu nouveau président du Budundi à l'unanimité des membres du Comité militaire du Salut national.

\* Un super-pétrolier chypriote a été attaqué hier par une unité iranienne au sud du Golfe.

\* A l'issue de la visite à Bagdad du chef de la diplomatie libyenne, l'Irak et la Libye ont affirmé hier dans un communiqué commun leur volonté d'établir des relations bilatérales "fraternelles" et de les développer "dans tous les domaines". Les deux pays n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis deux ans.

\* Le Canada et la France reprendront en cette fin de semaine à Paris leurs négociations sur l'accord de pêche autour de Saint-Pierre-et-Miquelon, a annoncé mercredi à Ottawa le ministre des Pêches et des Océans, Tom SIDDON.

\* Une dizaine d'opposants iraniens au régime de KHOMEINY ont occupés pendant trois heures hier l'ambassade d'Iran à Oslo, tandis qu'à Francfort, neuf opposants occupaient les locaux d'Iran air. Tous se sont finalement rendus à la police.

Au ministère du Commerce extérieur

\* M. Michel NOIR, ministre chargé du Commerce extérieur, a reçu mardi son homologue néerlandais, Mme VAN ROOY, et hier l'ancien ministre Michel HABIB-DE LONCLE, président de la chambre de commerce franco-arabe, ancien député (UDR) de Paris. M. NOIR déjeunera aujourd'hui avec M. François PERIGOT, président du C.N.P.F.

Visites

\* M. Charles PASQUA, ministre de l'Intérieur, a entamé mardi une visite de travail de trois jours à Washington au cours de laquelle il doit, notamment, s'entretenir avec le vice-président américain, M. George BUSH. Au cours de ses entretiens avec plusieurs responsables nationaux, M. PASQUA devrait poursuivre les contacts entre la France et les Etats-Unis sur le problème du terrorisme et évoquer la situation politique dans les deux pays dans le contexte des élections présidentielles française et américaine de 1988. Le ministre de l'Intérieur qui a rencontré dès son arrivée M. Paul BREMER, responsable de la cellule antiterroriste au département d'Etat, et déjeuné avec son homologue américain, M. Edwin MEESE, et rencontré également MM. John WHITEHEAD, secrétaire d'Etat adjoint, Frank CARLUCCI, conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité nationale, Caspar WEINBERGER, secrétaire à la Défense.

\* M. François LEOTARD, ministre de la Culture et de la Communication, s'est rendu lundi à Copenhague, où il a assisté à un dîner de gala dédié à la haute couture française en présence de la reine MARGRETHE de Danemark.

\* M. Philippe SEGUIN, ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, a signé lundi à la préfecture de Melun plusieurs programmes d'insertion locale (destinés aux chômeurs de plus de 25 ans), avec les maires et représentants d'association du département de Seine-et-Marne.

\* Mme Nicole CATALA, secrétaire d'Etat chargée de la Formation professionnelle, s'est rendue lundi à Brest où, à la veille de la rentrée scolaire, elle a réaffirmé sa volonté de "voir revaloriser l'enseignement technique et de multiplier les passerelles entre l'Education nationale et les milieux économiques.

\* Dans le cadre de son voyage en France, le Premier ministre de la Dominique, Mme Eugenia CHARLES, s'est rendue mardi au château de Valencay dans l'Indre où elle a eu un entretien avec le ministre de la Coopération, M. Michel AURILLAC.

\* M. Guy LANDRY HAZOUME, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Bénin, effectue jusqu'à aujourd'hui (et depuis mardi) une visite en France où il a été invité par M. Michel AURILLAC, ministre de la Coopération.

\* Le prince NORODOM SIHANOUK est arrivé hier à Paris pour une visite privée avant de se rendre à la fin du mois à New York pour l'assemblée générale des Nations unies.

\* Le prince de GALLES et son épouse ont effectué hier une visite en Normandie où les a accueillis M. Jean-Bernard RAIMOND, ministre des Affaires étrangères.

Un article du secrétaire à la défense des Etats-Unis

## Europe-Amérique : la sécurité indivisible

par Caspar W. Weinberger

Des experts imbus de leur importance prétendent lire dans la perspective d'un accord sur la réduction des forces nucléaires intermédiaires (FNI) la probabilité d'un retrait, ou, tout au moins, d'un effacement de l'engagement des Etats-Unis envers la défense de l'Europe. Sur quoi repose une telle prédiction ? Sur rien.

Des liens de toutes sortes, militaires, politiques et autres, attachent les Etats-Unis à l'OTAN et à l'Europe. Ces liens ont déjà subi maints assauts sur les deux rives de l'Atlantique et ils ont résisté à l'offensive opiniâtre venue de l'Est. Ces liens vont survivre à tout accord prévisible signé avec l'URSS dans le domaine des FNI ou de la réduction d'autres armements nucléaires.

En même temps, la crainte qui se manifeste de voir s'établir je ne sais quel « condominium » des superpuissances aux dépens de

l'Europe me semble dénuée de pertinence. Cette hypothèse tend à méconnaître la profondeur et la force de l'héritage démocratique que nous partageons.

Même dans le contexte de la « glasnost » – et peut-être précisément à cause d'elle, – il est vital que nous demeurions conscients de la croissance continue de la force militaire offensive des Soviétiques, en Europe de même que dans le bassin du Pacifique.

La puissance militaire soviétique et ses capacités sont en train d'augmenter dans tous les domaines, et les ambitions soviétiques de domination de l'Europe vont sans nul doute demeurer au lendemain d'un accord de réduction des armements.

Quoiqu'un accord sur les FNI, si les Soviétiques l'honorent, ait pour conséquence de renforcer la sécurité de l'alliance atlantique, l'Union soviétique détiendra

encore une vaste panoplie d'engins nucléaires susceptibles de frapper des cibles européennes.

Un tel état de fait, qui se combine avec l'énorme supériorité des Soviétiques et du pacte de Varsovie en matière d'armements conventionnels en Europe, suppose que l'alliance mette en place un grand ensemble de moyens nucléaires et conventionnels capables de dissuader une agression soviétique.

La stratégie de l'OTAN, dite de « réponse flexible », est à ce prix, avec ou sans les missiles de portée intermédiaire. Il est donc à mes yeux essentiel que l'Occident se sente obligé de poursuivre sans relâche un effort de défense unitaire dans l'avenir.

Nous devons prioritairement veiller au maintien de la crédibilité de notre dissuasion nucléaire. Cela implique la modernisation d'un bon nombre de nos systèmes, comme l'ont envisagé les ministres de l'OTAN, à Montebello. L'OTAN doit – et saura – conserver une aviation à capacité nucléaire ainsi que d'autres systèmes. Et les dissuasions indépendantes françaises et britanniques continueront à jouer un rôle important.

Ceux, aux Etats-Unis comme en Europe, qui croient voir dans l'accord sur les FNI le signe avant-coureur d'un découplage entre les Etats-Unis et l'Europe feraient bien de se remémorer la situation qui préexistait au déploiement de nos Pershing-2 et de nos missiles de croisière.

La préoccupation majeure alors portait sur l'existence des SS-20 soviétiques. De fait, si les Soviétiques avaient retiré leurs SS-20 au début des années 80, les Pershing et les missiles de croisière n'auraient jamais été déployés – proposition que j'avais soumise en privé au président Reagan en 1981 et que nous avons faite publiquement aux Soviétiques à plusieurs reprises ultérieurement.

(Lire la suite page 2.)

# Europe-Amérique : la sécurité indivisible

(Suite de la première page.)

Le fait que les Soviétiques considèrent aujourd'hui sérieusement des réductions majeures des FNI et d'autres forces constitue un hommage à la solidité et à la solidarité de l'alliance, et au bien-fondé de la décision de procéder au déploiement de forces intermédiaires de longue portée (LRINF) par l'OTAN.

Dans le domaine des forces classiques, le besoin d'une augmentation de leur qualité est devenu une obligation rendue urgente par la perspective des réductions mutuelles de l'arme nucléaire. Une accélération des améliorations des capacités conventionnelles est essentielle afin de voir se corriger le déséquilibre en moyens classiques et de réduire les chances qu'aurait l'OTAN de recourir de manière précoce à l'armement nucléaire en réponse à une attaque classique. L'augmentation du potentiel classique est également susceptible de pousser les Soviétiques à négocier une réduction de leur arsenal conventionnel, de sorte que la stabilisation soit acquise à un niveau plus bas des moyens militaires.

## Symbole et garantie

Dans ce contexte, le rôle de la France et des autres alliés européens est un rôle majeur. Une contribution renforcée de l'Europe à la défense commune constitue la manière la plus sûre de conjurer les tentatives soviétiques de créer un fossé entre les Etats-Unis et l'Europe, tout en fournissant à notre Congrès les assurances voulues quant à la volonté des nations de l'alliance de porter leur part entière du fardeau commun de la sécurité.

Les Etats-Unis vont continuer à assumer la leur. Les trois cent vingt-six mille soldats américains stationnés en Europe forment un élément crucial de la défense avancée de l'alliance. Et, étant donné que l'impératif est celui d'un renforcement, et non d'une diminution du potentiel, il est évident qu'un retrait unilatéral d'un nombre important de ces soldats

tant, et de mettre en péril toute perspective réaliste de réduction mutuelle de l'armement classique entre l'Est et l'Ouest.

La présence de nos forces à l'étranger forme à la fois un symbole et une garantie de l'intangible réalité : le fait que la sécurité de l'Europe est une composante vitale de la nôtre. Un monde dans lequel l'Europe occidentale tomberait sous le joug de la domination soviétique serait un monde intolérable pour les Etats-Unis.

En conclusion, il n'y a rien dans la perspective de l'équation militaire consécutive à l'accord sur les FNI, qui puisse laisser supposer la possibilité d'un abandon de l'Europe par les Etats-Unis.

Peut-être le plus puissant des facteurs qui lient ensemble nos peuples doit-il être aperçu dans les liens de l'histoire, du sang, de la langue, de la culture et de la pensée. Nous avons en commun vécu les leçons tragiques de deux guerres mondiales, et nous avons en commun l'expérience d'une tradition de liberté et d'indépendance dont des millions d'habitants du globe en sont réduits à caresser le rêve.

En outre, les simples impératifs de la situation supposent que l'alliance demeure forte et unie. Ces facteurs objectifs commandent ensemble un renforcement et une pérennité de l'engagement des Etats-Unis envers l'alliance, non sa réduction. Rien d'étonnant, dès lors, que, au-delà des désaccords inévitables entre des nations souveraines, au-delà des irritations et des ressentiments occasionnels, et par-delà l'effet de certaines données socio-économiques, il se trouve une majorité importante d'Américains pour proclamer leur soutien à l'alliance atlantique et à l'engagement des Etats-Unis envers l'OTAN et la défense de l'Europe au niveau actuel.

En bref, la sécurité de l'Amérique et de l'Europe est indivisible, et il en sera ainsi au lendemain d'un accord de réduction d'armements, quel qu'il soit. Cette forme d'engagement n'a rien d'artificiel. Elle est profondément enracinée dans l'environnement politique de notre nation. C'est le moyen pour nous de maintenir non seulement

FRFR

FRA0435 4-GI 0283 FRA /AFP-CE06

Pascua-Etats-Unis

M. Pascua aux Etats-Unis du 8 au 10 septembre

PARIS, 7 sept (AFP) - Le ministre de l'Intérieur, Charles Pascua, se rend en visite officielle du 8 au 10 septembre aux Etats-Unis où il rencontrera notamment le vice-président George Bush, ainsi que les dirigeants de la CIA et du FBI, indique-t-on lundi soir au ministère de l'Intérieur à Paris.

Pour cette visite à Washington et à New York, le ministre est accompagné notamment de MM. Jacques Francuet, responsable de l'Unité de coordination de la lutte anti-terroriste (UCLAT) et auparavant chef de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIA), et Bernard Guillet, conseiller diplomatique à son cabinet.

Au cours de son séjour aux Etats-Unis, M. Pascua s'entretiendra mardi successivement avec MM. Edwin Meese, Attorney general (ministre de la Justice), Frank Carlucci, président du Conseil national de sécurité, le vice-président George Bush, John Whitehead, secrétaire d'Etat adjoint, et le général Alexander Haig, ancien secrétaire d'Etat et ancien commandant en chef des forces de l'OTAN.

La lutte contre le terrorisme occupera une place importante dans les entretiens de M. Pascua qui rencontrera à deux reprises les dirigeants de la CIA, le plus important service d'espionnage du monde occidental, et aura également une entrevue avec les responsables du FBI, la police fédérale américaine.

Enfin, M. Pascua rencontrera à Washington des dirigeants de la communauté juive américaine et donnera deux réceptions pour la communauté française, l'une dans la capitale des Etats-Unis et l'autre à New York.

Le ministre de l'Intérieur sera de retour à Paris vendredi matin.

PFE/vb

AFP 071939 SEP 87

FRFR

FRAD091 4 PGI 0228 FRA /AFP-R045

Pasqua-USA

Anti-terrorisme: Charles Pasqua évoque un échange d'officiers de liaison entre Paris et Washington

PARIS, 10 sept (AFP) - Le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, en visite de travail aux Etats-Unis depuis mardi, a évoqué jeudi la possibilité d'un échange d'officiers de liaison entre les services américains et français spécialisés dans la lutte contre le terrorisme.

Rappelant que cette pratique existait déjà dans le domaine de la lutte contre le trafic de stupéfiants, M. Pasqua, interviewé sur "Europe 1", a ajouté: "Peut-être ferons-nous pareil en ce qui concerne le terrorisme et procéderons-nous à l'échange, dans nos propres services, d'officiers de liaison".

M. Pasqua a en effet estimé que "la rareté de transmission des renseignements et l'échange des informations" étaient essentiels et qu'il fallait mettre en place "un dispositif technique" et des "relations personnelles" qui "permettent d'atteindre cet objectif".

Interrogé sur sa rencontre avec les responsables du FBI et de la CIA, à l'issue de laquelle il avait dit qu'il y aurait sans doute rapidement des résultats, M. Pasqua a simplement déclaré: "Je pense à des choses que je connais mais que je ne peux pas vous dire". Le ministre a toutefois précisé que les agences spécialisées dans le renseignement qu'il avait visitées lui avaient "ouvert tous les dossiers".

DF/sh

AFP 100911 SEP 87

ELEL

FRAD408 4 I 0245 USA /AFP-VK29

USA-Pascua

M. Charles Pascua achève sa visite de travail aux Etats-Unis

NEW YORK, 10 sept (AFP) - Le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pascua, devait achever jeudi à New York une visite de travail de trois jours aux Etats-Unis au cours de laquelle il a annoncé que de nouvelles mesures pratiques de coopération entre la France et les Etats-Unis avaient été décidées dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

M. Pascua qui était arrivé mardi aux Etats-Unis s'est entretenu jeudi matin avec le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger avant de se rendre à New York où il devait recevoir la communauté française. Il devait partir pour Paris en fin d'après midi.

Le ministre de l'Intérieur a également rencontré à Washington le vice-président George Bush, le ministre de la Justice Edwin Meese, le conseiller présidentiel pour la sécurité nationale Frank Carlucci, le secrétaire d'Etat adjoint John Whitehead ainsi que des responsables de la CIA et du FBI.

M. Pascua qui s'est refusé à toute précision sur les nouvelles mesures de coopération entre la France et les Etats-Unis avait toutefois indiqué mardi que c'est en matière d'échanges d'information que s'établirait l'essentiel de cette coopération.

Selon une source informée, Washington et Paris sont d'accord pour tenir des réunions internationales périodiques sur le contre-terrorisme et la prochaine se tiendra probablement d'ici la fin de l'année en Allemagne de l'Ouest.

Jls/mst

AFP 101841 SEP 87

6LEL

FRAD513 3 I 0279 USA 7AFP-WN96

USA-France-terrorisme

M. Pasqua annonce un accord franco-américain pour échanger des agents de liaison

NEW YORK, 10 sept (AFP) - Au terme d'une visite de trois jours en Amérique, le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, a annoncé jeudi à New York que la France et les Etats-Unis avaient décidé d'échanger des agents de liaison pour renforcer leur coopération dans la lutte contre le terrorisme.

E'adressant à la communauté française dans les salons du consulat général, M. Pasqua a souligné en annonçant cette mesure que "la rapidité était capitale" pour combattre le terrorisme international.

Arrivé mardi aux Etats-Unis, le ministre, qui était notamment accompagné de M. Jacques Franquet, chef de l'unité de lutte anti-terroriste, a eu des entretiens à Washington avec le vice-président George Bush, le ministre de la Justice Edwin Meese, le conseiller présidentiel pour la sécurité nationale Frank Carlucci, le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger ainsi que des responsables de la CIA et du FBI.

Qualifiant "d'extraordinaire" l'accueil que lui ont réservé les dirigeants américains, M. Pasqua a indiqué que la coopération entre les deux pays dans le domaine de la lutte anti-terroriste "était déjà très satisfaisante et nous avons décidé de la renforcer encore".

"Les Américains sont particulièrement vigilants, attentifs et réceptifs", a ajouté le ministre en précisant que ses interlocuteurs américains avaient "ouvert tous leurs dossiers". "Ils ont joué cartes sur table", a-t-il encore déclaré.

Le ministre devait visiter jeudi après-midi un commissariat new-yorkais avant de repartir en début de soirée pour Paris.

fk/nst

AFP 402116 SEP 87

## **Le cabas de Pasqua aux USA**

Charles Pasqua rentre satisfait des Etats-Unis. Dans son cabas, quelques gadgets américains qui faciliteront la tâche de ses services antiterroristes. En effet, nos alliés nous font profiter de leurs dernières trouvailles technologiques pour le repérage des explosifs.

Des échanges d'informations pour une amélioration des dispositifs de sécurité dans les aéroports ont également été envisagés. Ainsi que des liaisons codées ultrarapides entre différents services. Mais surtout la France va bénéficier d'un certain nombre d'informations comme les photos satellite des camps d'entraînement terroristes dans la plaine de la Bekaa.

Tous les dossiers ont été ouverts, notamment les menaces qui pourraient venir de la Libye.

Les Américains sont très inquiets de la présence d'Abou Nidal dans une villa en bord de mer à Tripoli et des menaces chiites libanaises. Plusieurs réseaux dormants ont été réactivés ces dernières semaines. Ce qui explique les derniers attentats contre les banques de pays arabes modérés à Paris.

De tout cela, Charles Pasqua s'est entretenu avec Caspar Weinberger, le secrétaire d'Etat américain à la Défense, avec Frank Carlucci, le chef du Conseil national de la sécurité et avec William Webster, le patron de la CIA, qui avait déjà rencontré son vieil ami Robert Pandraud à Paris en juin dernier. Un autre sommet antiterroriste pourrait être organisé d'ici à la fin de l'année.

## EN FORME



**Charles Pasqua** (60 ans). Le voyage aux Etats-Unis - Washington, New York - du ministre de l'Intérieur a été un franc succès. Charles Pasqua a eu un excellent contact avec ses interlocuteurs, notamment l'attorney général, Edwin Meese, qui ont apprécié sa façon simple d'expliquer des choses compliquées. Son analyse des mutations de la société française a intéressé. Il a gagné, assure-t-on à Washington, une stature politique.



**Claude Douce** (49 ans). Le PDG du groupe de publicité Béliet, vice-président-directeur général d'Eurocom, vient de signer un accord avec l'agence britannique WCRS. Ainsi, Béliet, qui est le premier groupe consolidé de publicité française (34 sociétés), s'ouvre au marché international et sera présent dans 13 pays. L'ensemble Béliet-WCRS pèsera 8,270 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1987.



**Jean-Yves Le Drien** (40 ans). Le député et maire de Lorient, un des fondateurs de Démocratie 2000, a organisé avec succès, sous le patronage de Jacques Delors, un séminaire sur l'Europe. Démocratie 2000 pratique l'ouverture aux sociaux-démocrates et sociaux-chrétiens, démocrates européens, aux communistes italiens, au CDS (Jacques Mallet), à l'UDF (Michel Debatisse), au Centre des jeunes dirigeants...



**Louis Malle** (54 ans). Après le Lion d'or en 1980 pour « Atlantic City », le metteur en scène des « Amants » vient d'en obtenir un autre pour « Au revoir les enfants » (sortie le 7 octobre), superbe récit (autobiographique) d'une enfance en 1944. C'est la quatrième année qu'un Français remporte cette distinction (après Godard, Varda et Rohmer). Mais Louis Malle n'a pu assister à son triomphe : il était à la Maison-Blanche.

## EN PANNÉ

**Albin Chalandon** (67 ans). Les milieux judiciaires se sont étonnés d'apprendre, mercredi, que le parquet - qui dépend du ministre - avait requis la libération sous contrôle judiciaire des frères Chaumet. Les juges n'ont pas suivi ces réquisitions. Quant à Yves Chalié, incarcéré depuis un an pour l'affaire du Carrefour du développement, il est à l'hôpital. Sa libération a été une nouvelle fois refusée.



**Michel Franceschi** (57 ans). Le zèle du général Franceschi, commandant en chef en Nouvelle-Calédonie, est loin de faire l'unanimité sur le Caillou même. Son engagement en faveur du référendum du 13 septembre a été jugé trop pressant, trop marqué, et contraire aux traditions de la « grande muette ». Paris l'a rappelé à plus de modération et lui a interdit de recevoir des journalistes.



**Léon Eeckhoutte** (76 ans). La rentrée n'a pas réussi au président du conseil général de Haute-Garonne, sénateur et maire socialiste de Villemur-sur-Tarn. Sa décision d'offrir à tous les élèves des collèges de son département un cahier de textes illustré de sa photo et de dessins expliquant et glorifiant les mérites du conseil général en matière d'éducation s'est heurtée à l'inspection académique, qui en a interdit la diffusion.



## FRANCE-USA : POLICE CONNECTION

● Charles Pasqua, en visite officielle depuis mardi aux Etats-Unis, ne pensait sûrement pas s'amuser autant en rencontrant l'ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Alexander Haig. Il s'agissait en effet d'étudier le moyen de lutter plus efficacement contre le terrorisme. Charles Pasqua, a semble-t-il, été convaincu par ses interlocuteurs puisqu'il a estimé *qu'il y avait des leçons à tirer des méthodes américaines*

En outre, il a souligné la nécessité d'une plus grande rapidité dans la transmission des renseignements entre services de sécurité français et américains. Concrètement Charles Pasqua entend ainsi mettre en place un dispositif qui a déjà fait ses preuves dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue : il envisage un échange d'officiers de liaison entre les deux pays, facilitant ainsi la transmission

rapide d'informations. Le ministre de l'Intérieur semble miser dans la lutte antiterroriste sur le développement de « relations personnelles entre les services spécialisés des deux pays ». Charles Pasqua a d'ailleurs rencontré les responsables du FBI et de la CIA et a notamment précisé que les agences spécialisées dans le renseignement qu'il avait visitées lui avaient « ouvert tous les dossiers ».



# Terrorisme proche-oriental : la menace se précise

*Un an après le mois de septembre sanglant à Paris, les attentats d'origine proche-orientale reprennent dans la capitale : deux bombes en deux jours contre des établissements bancaires saoudien et koweïtien.*

Encore un attentat à l'explosif dirigé contre une banque d'intérêts arabes... L'explosion d'une bombe de forte puissance, dans la nuit de mercredi à jeudi, devant la porte de la Kuwait-French Bank, 17, rue Caumartin, à Paris IX<sup>e</sup>, confirme les appréhensions des enquêteurs qui redoutent une nouvelle vague de terrorisme d'origine proche et moyen-orientale en France. (nos éditions du 9 septembre). La situation est prise au sérieux puisque le ministre de la Sécurité, Robert Pandraud, a réuni, hier, de façon impromptue le comité interministériel de liaison anti-terroriste (Cilat).

La déflagration de l'engin, vers 3 h 30, a occasionné des dégâts considérables, détruisant des fenêtres et des vitrines, atteignant des véhicules en stationnement. Un précédent engin avait été déposé dans la nuit du 7 au 8 septembre contre un autre établissement financier arabe, la Banque saoudienne et européenne, avenue Hoche à Paris. Deux attentats qui pour l'instant ne sont pas revendiqués mais que l'on attribue au Djihad Islamique ou à une organisation proche.

Ce mouvement chiite pro-iranien avait, en effet, menacé de s'attaquer aux intérêts saoudiens et koweïtiens après les incidents de La Mecque, qui opposèrent le 31 juillet dernier en Arabie Saoudite, sur les lieux saints de l'Islam, des pèlerins iraniens aux forces de l'ordre. De nombreux morts furent déplorés. Le Djihad Islamique est également connu pour inspirer les milices qui détiennent les otages français de Beyrouth. Ses porte-parole ont récemment in-

diqué que leur libération passait aussi par le retour au Liban de dix-sept extrémistes chiites détenus au Koweït.

## Coups de filet

Ainsi, un en jour pour jour après la terrible campagne de terrorisme d'inspiration libano-iranienne subie par la France, des bombes retentissent à nouveau en région parisienne. Les réseaux chiites intégristes responsables de cette vague de terreur, que l'on croyait démantelés après les coups de filet policiers d'avril et mai derniers, demeurent donc opérationnels. Cette inquiétude a motivé la réunion du Cilat à laquelle ont participé des membres des services spéciaux.

Déjà l'arrivée à quatre heures du matin sur les lieux du dernier attentat du préfet de police de Paris, Jean Paolini, donnait la mesure de l'événement. Entre la bombe précédente et la dernière, on note une inquiétante montée en puissance. Quelques centaines de grammes d'explosifs dans le premier cas, près d'un kilo dans le second. La découverte en mai d'un stock d'explosifs enterré dans la forêt de Fontainebleau avait laissé croire à la saisie totale des explosifs à la disposition des terroristes arabes. Il n'en est apparemment rien.

D'ores et déjà les spécialistes du laboratoire central de la police judiciaire sont à l'œuvre. Ils doivent comparer les débris des deux dernières bombes pour savoir si le même explosif a été utilisé. La comparaison sera ensuite étendue aux précédentes.

saisies afin de se faire une idée sur la provenance des matières explosives. Généralement le Djihad islamique et ses groupuscules satellites — ou ses émanations comme le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes, le CSPPA, qui revendiqua les attentats de septembre 1985 — utilisent du C4, une sorte de plastic très puissant.

L'attentat de la Koweït-French Bank aurait pu faire une victime. Un gardien se trouvait à l'intérieur des locaux au moment de l'explosion. Il est sorti indemne, l'engin explosif avait été placé devant l'entrée de l'établissement bancaire qu'il a dévastée creusant un cratère de trente centimètres dans la façade. Parmi les véhicules en stationnement, des cars de la

télévision de la SFP qui étaient là pour filmer une émission en direct de l'Olympia ont été endommagés.

### Pasqua à New York

Le terrorisme arabe, sujet de préoccupation de tous les pays occidentaux, mais plus particulièrement de la France et des

Etats-Unis depuis les accusations du colonel Kadhafi motivées par son appréciation du conflit entre le Tchad et la Libye, était au centre des entretiens à New York du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, avec son homologue américain. La possibilité d'un échange d'officiers de liaison entre les services américains et français spécialisés dans la lutte contre le terrorisme a été évoquée.

Le ministre de l'Intérieur a en effet estimé que « la rapidité de la transmission des renseignements et l'échange des informations étaient indispensables et qu'il convenait de mettre en place un dispositif technique et des relations personnelles qui permettent d'atteindre cet objectif ». Au FBI et à la CIA, a dit encore Charles Pasqua, « on nous a ouvert tous les dossiers ».

Ainsi s'achevait à New York une visite de travail de trois jours ponctuée par une série de rencontres au sommet avec notamment le vice-président George Bush, le ministre de la Justice, Edwin Meese et le conseiller du président pour la sécurité intérieure, Frank Carlucci. Résultat : Washington et Paris se disent désormais disposés à tenir des réunions internationales sur le terrorisme et sur la meilleure façon d'y apporter une riposte. C'est en matière d'échange d'informations que s'établira l'essentiel de la coopération lors de ces réunions dont la prochaine se tiendra d'ici à la fin de l'année en Allemagne fédérale.

Jean-Charles REIX.

## Trêve rompue

Après un an de trêve, le terrorisme proche-oriental frappe de nouveau à Paris. Depuis janvier 1986, il a été à l'origine de treize attentats dans la capitale, faisant treize morts et plus de cent cinquante blessés.

● 3 février 1986 : la galerie du Claridge, sur les Champs-Élysées, est soufflée par une bombe posée au rez-de-chaussée. Huit blessés, dont trois grièvement. Trois heures plus tard, un engin explosif est désamorcé au troisième étage de la tour Eiffel.

● 4 février : la librairie Gibert Jeune, place Saint-Michel, prend feu à la suite de l'explosion d'un engin qui la détruit presque entièrement. Quatre blessés.

● 5 février : une bombe explose au rayon ski et articles de montagne en pleine Fnac-Sports, au niveau -3 du Forum des Halles. Neuf blessés dont six graves.

● 17 mars : une rame du TGV Paris-Lyon est soufflée par une bombe en marche à la hauteur de Brunoy (Essonne). Dix blessés.

● 20 mars : une forte bombe, placée à l'entrée de la galerie Point Show, sur les Champs-Élysées, tue deux personnes et en blesse vingt-huit, dont dix grièvement. Quelques minutes plus tard, une bombe est désamorcée dans une rame du RER entre les stations Auber et les Halles.

● 4 septembre : une bombe placée sous une banquette d'une rame de RER fait long feu à la

station gare de Lyon à Paris. Pas de victimes pour cette tentative revendiquée à Beyrouth par le CSPPA.

● 8 septembre : à 19 heures, une forte déflagration en plein bureau de poste de l'Hôtel de Ville de Paris fait un mort et dix-huit blessés.

● 12 septembre : explosion dans la cafétéria de l'hypermarché Casino du centre commercial des « Quatre Temps » à La Défense 41 blessés, dont deux graves.

● 14 septembre : au sous-sol du Pub Renault sur les Champs-Élysées un engin fait en explosants deux morts — des policiers — et un blessé grave.

● 15 septembre : une bombe posée en pleine préfecture de police, dans la salle de délivrance des permis de conduire, tue une personne et en blesse 51, dont deux grièvement.

● 17 septembre : un puissant engin placé dans une poubelle devant le magasin Tati, rue de Rennes, fait sept morts et cinquante et un blessés. L'attentat le plus meurtrier de cette longue série.

● 8 septembre 1987 : une bombe de faible puissance endommage les locaux de la Banque saoudienne et européenne, avenue Hoche, sans faire de victime.

● 10 septembre : un engin explosif placé devant la porte de la banque du Koweït, rue Caumartin, dévaste les locaux de la banque. Pas de victime, mais de nombreux dégâts.

11 SEP. 1987

► **CHARLES PASQUA** ministre français de l'Intérieur, qui cueille à Washington les lauriers de sa collaboration avec les services américains, évoque la possibilité d'échange d'officiers de liaison entre les Etats-Unis et la France, pour améliorer la lutte contre le terrorisme.

## Pasqua, campagne en Amérique

New York, de notre correspondant

Après trois jours de visite officielle à Washington, le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua a complété jeudi sa visite aux Etats-Unis par une brève escale à New York pour le bénéfice électoral des Français d'Amérique.

A Washington, le ministre a réussi à rencontrer un nombre record de ses collègues américains, dont le vice-président George Bush, Caspar Weinberger et Frank Carlucci (responsables respectifs du Pentagone et du Conseil national de Sécurité), et bien sûr, son nouvel ami Ed Meese, ministre de la Justice, à qui il devait cette invitation. Les deux hommes ont en effet, politiquement et humainement, de nombreux points communs. Ils avaient déjà eu l'occasion d'apprécier en mai dernier, lors du Sommet international sur la lutte antiterroriste.

Une volonté de coopération franco-américaine accrue dans ce domaine était le prétexte officiel à ce voyage, au cours duquel le ministre était accompagné, entre autres, de Jacques Franquet, chef de l'unité de lutte antiterroriste. L'échange d'agents de liaison entre les

deux pays, comme cela ce pratique déjà pour la lutte contre les stupéfiants, a en particulier été annoncé.

Plus généralement, Pasqua est venu outre-Atlantique montrer aux responsables politiques (...) que notre politique allait maintenant suivre la bonne voie. Un message qu'il a développé avec la finesse qu'on lui connaît lors d'une réception au consulat de France de New York, à l'intention de Français d'Amérique. C'est évidemment aux électeurs qu'il s'adressait, mais peut-être aussi aux importants capitaux qu'ils représentent en particulier ceux qui sont venus chercher refuge ici après la victoire socialiste de 1981.

Pasqua leur a dit ce qu'ils voulaient entendre... « plus jamais ça ». Après un éloge vibrant du libéralisme économique à l'américaine, il leur a annoncé la fin de la cohabitation, phase ennuyeuse mais nécessaire d'après lui, pour « le bon fonctionnement des institutions ». Il a complété cette envolée électorale par une mise en garde contre les « combats fratricides » en expliquant que ce danger était maintenant « compris au niveau des chefs mais, a-t-il ajouté, plus on descend (dans la hiérarchie) plus ça devient compliqué et on a des dérapages ». Pasqua qui sait de quoi il parle, est allé visiter un commissariat new-yorkais, avant de s'envoler pour Paris.

H.M.

### **Coopération franco-américaine accrue contre le terrorisme**

Un échange d'officiers de liaison entre les services américains et français spécialisés dans la lutte contre le terrorisme a été évoqué hier par Charles

---

Pasqua, en visite de travail aux Etats-Unis. Rappelant que cette pratique existait déjà dans le domaine de la lutte contre le trafic de stupéfiants, le ministre de l'Intérieur français, interrogé sur Europe 1, estime, en effet, que « la rapidité de transmission des renseignements et l'échange des informations » sont essentielles et nécessitent la mise en place « d'un dispositif technique » et de « relations personnelles ».

## ÉTATS-UNIS

### Terrorisme et sécurité au menu de la visite de M. Pasqua

Jan Krauze prend cette semaine ses fonctions de correspondant à Washington, en remplacement de Bernard Guetta, qui rentre à Paris.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Le ministre de l'intérieur. M. Charles Pasqua, en visite aux États-Unis pour trois jours, a examiné, mardi 8 septembre, avec divers responsables américains les « mesures destinées à renforcer la coopération franco-américaine » en matière de lutte contre le terrorisme.

Comme il est naturel, M. Pasqua — qui a notamment rencontré l'attorney général (ministre de la justice), Edwin Meese, et le chef du Conseil national de sécurité, M. Franck Carlucci — s'est soigneusement appliqué à ne rien révéler des accords envisagés. Ces « mesures pratiques » devaient d'ailleurs être l'objet d'entretiens plus techniques, mercredi, avec les responsables du FBI et de la CIA.

M. Pasqua a cependant annoncé qu'on en verrait « sans doute quelques résultats à bref délai », et il a surtout fait valoir qu'à présent les

Américains avaient beaucoup de « considération » pour les Français et semblaient même les tenir pour « les leaders européens dans le domaine de la lutte antiterroriste », ce qui, selon lui, était loin d'être le cas « avant mars 1986 ».

Le ministre de l'intérieur répondait à une invitation de M. Meese, et son séjour aux États-Unis fait suite au sommet antiterroriste qui s'est tenu à la fin mai à Paris. Mais M. Pasqua a eu à Washington des entretiens d'un caractère plus général, par exemple avec le vice-président George Bush. Il a été question du Golfe, du Proche-Orient, du Tchad aussi ; mais, là encore, M. Pasqua n'a pas voulu en dire plus.

En la personne de M. Bush, le ministre français ne rencontrait d'ailleurs pas seulement le vice-président des États-Unis, mais aussi l'un des candidats les plus sérieux à l'investiture républicaine pour la prochaine élection présidentielle. Il devait aussi s'entretenir avec un autre candidat déclaré, le général Haig, ancien secrétaire d'État, et d'autres prétendants républicains, en particulier le sénateur Robert Dole.

JAN KRAUZE.

### **C. Pasqua aux États-Unis**

■ Les services américains et français spécialisés dans la lutte contre le terrorisme pourraient échanger des officiers de liaison. Le ministre français de l'Intérieur, Charles Pasqua, a évoqué cette possibilité au cours d'une visite de travail qu'il effectuait aux États-Unis. « La rapidité de transmission des renseignements et l'échange des informations sont, selon lui, essentiels. » C. Pasqua, qui a rencontré le ministre de la Justice Edwin Meese, devait s'entretenir jeudi avec le secrétaire américain à la Défense, C. Weinberger, ainsi que des responsables de la CIA et du FBI.

**Charles a bien fait rire George**

Ne vous y trompez pas. Si les propos de Charles Pasqua semblent avoir un effet hilarant sur le vice-président américain George Bush, le ministre de l'Intérieur n'avait pas lieu, au cours de son séjour outre-Atlantique, de faire rire ses interlocuteurs. Jugez-en : le ministre a surtout parlé terrorisme et coopération bilatérale dans la lutte contre ce fléau avec Edwin Meese, le ministre américain de la Justice, et les responsables du F.B.I. et de la C.I.A. Français et Américains sont tombés d'accord sur la tenue périodique de réunions internationales pour la lutte antiterroriste. Charles Pasqua était d'ailleurs l'inventeur de cette formule, puisque la première rencontre de ce type avait eu lieu à Paris au printemps dernier à son initiative.

(Photo A.F.P.)

**PASQUA SHERIF D'HONNEUR**

Charles Pasqua est arrivé, mardi, à Washington pour une visite officielle de trois jours. Il entend discuter avec ses homologues américains des « mesures destinées à renforcer la coopération », entre la France et les Etats-Unis, en matière de lutte contre le terrorisme. Il doit avoir plusieurs entretiens avec les responsables de la CIA et du FBI. Ceux-ci ont tenu à faire savoir qu'ils tenaient les Français — les gens comme Pasqua s'entend — comme les « leaders européens dans le domaine de la lutte antiterroriste ». Ce satisfecit ressemble fort à celui du maître à l'élève, pis, à l'employé.

■ **PASQUA.** Le ministre français de l'Intérieur, Charles Pasqua, a entamé hier une visite de travail de trois jours à Washington au cours de laquelle il doit notamment s'entretenir avec le vice-président George Bush.

Au cours de ses entretiens avec les responsables américains, Charles Pasqua, a-t-on indiqué de source informée, devait notamment poursuivre les contacts entre la France et les Etats-Unis sur le problème du terrorisme et évoquer la situation politique dans les deux pays dans le contexte des élections présidentielles française et américaine de 1988.

**Un attentat, commis l'autre nuit dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris, contre une banque saoudienne, fait craindre une reprise des activités de terroristes proche-orientaux.**

Au-delà de l'explosion d'une bombe de faible puissance dans la nuit de lundi à mardi, devant les locaux d'une société arabe à Paris (la Banque saoudienne et européenne, avenue Hoche, dans le huitième arrondissement), la France risque-t-elle de connaître une nouvelle flambée de terrorisme d'origine proche-orientale ? Plusieurs signes le font redouter.

L'implication des forces armées françaises dans le conflit entre le Tchad et la Libye, la

RFA. Mais aucun rapprochement ne peut être fait avec le réseau chiite intégriste pro-iranien découvert en avril dernier à Paris, également grâce à des renseignements de source allemande.

Ceci montre en tout cas la réalité de la coopération des forces de sécurité occidentales pour faire face à l'ennemi commun : le terrorisme. Le colonel Khadafi a stigmatisé le rôle joué par la France et les Etats-Unis dans le conflit entre son pays et le Tchad. Ses menaces de représailles, notamment par le moyen du terrorisme, sont prises au sérieux. La concertation franco-américaine est indispensable. Le ministre de l'Intérieur en visite à Washington et New York s'y emploie.

PAR JEAN-CHARLES REIX

guerres des ambassades - franco-iraniennes peuvent inciter les pays qui favorisent les actes de terreur à passer à l'action.

Les responsables de la sécurité s'en montrent préoccupés : le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, se trouve aux Etats-Unis pour en parler avec son homologue américain. Le patron de l'Unité de coordination et de liaison antiterroriste, le contrôleur général Franquet l'accompagne. Et, ces derniers jours, ont été multipliées en région parisienne des opérations préventives de police : des arrestations discrètes suivies de non moins discrètes expulsions.

On appelle cela « la prévention des risques de troubles graves à l'ordre public où d'atteintes à la sûreté de l'Etat ».

C'est bien en raison de ce principe que furent interpellées, la semaine dernière, pas moins de quinze personnes, pour la plupart des ressortissants de pays du Proche-Orient. Il s'agissait de dépister, parmi eux, des « agents dormants ». Ces « taupes » manipulées (ou susceptibles de l'être) par les services spéciaux ou les groupes terroristes.

**Brimade politique**

Quatre d'entre-eux, Palestiniens d'origine, détenaient des passeports libyens. Ceci éclaire les soupçons du contre-espionnage : après le démantèlement de plusieurs réseaux chiites pro-iraniens, c'est plutôt l'influence libyenne que l'on redoute. Ces quatre palestino-libyens qui vivaient en France depuis de nombreuses années ont fait l'objet d'un arrêté d'expulsion.

Une polémique s'est instaurée à leur sujet. Leurs familles et amis réfutent la thèse selon laquelle ils seraient proches de la « mouvance » terroriste.

Pour l'un d'eux, certains n'hésitent pas à parler de brimade politique, son frère appartenant au parti communiste. Se pose aussi le problème de leurs enfants, époux et épouses. Un cinquième Libyen repéré est quant à lui parti vers Tripoli de son plein gré. Un Libanais, Fouad Makki, a été mis dans un avion en partance pour Beyrouth.

D'autres membres supposés de cette mouvance proche-orientale demeurent assignés à résidence. Outre les ressortissants libyens et libanais déjà cités, on trouve parmi les interpellés des Jordaniens et un Tunisien. Les interpellations ont été effectuées, dit-on, sur la foi d'informations transmises par la police de la

Dès son arrivée hier aux Etats-Unis, Charles Pasqua s'est entretenu avec Charles Bremer, responsable de la cellule antiterroriste au Département d'Etat, puis avec son homologue Edwin Meese avant de rencontrer le conseiller du président pour les affaires de sécurité, Franck Carlucci. C'est dire si le terrorisme figure à l'ordre du jour.

**Portrait robot**

A Paris, « la guerre des ambassades » est vraisemblablement entrée dans une nouvelle phase puisque le dispositif policier qui verrouillait totalement les abords de la légation iranienne vient d'être, en partie levé. Les problèmes franco-iraniens suscités par la découverte de l'implication des services spéciaux iraniens dans les attentats de septembre 1986 n'en sont pas réglés pour autant...

Le juge Gilles Boulouque, chargé du dossier des filières chiites pro-iraniennes à Paris poursuit malgré tout ses investigations. Il a fait établir le portrait robot d'un Libanais connu sous le pseudonyme de Bassam. Ce poseur de bombes, présent à chaque grand attentat comme celui qui fit sept morts rue de Rennes le 17 septembre 1986, est pratiquement le seul à avoir échappé aux divers coups de filet policiers qui vinrent à bout des réseaux du Tunisien intégriste Fouad Alih Saïeh ou du Libanais Mohamed Mouadjer.

Pour l'instant, le portrait robot a été diffusé aux services de lutte antiterrorisme. Il n'est pas exclu qu'il fasse l'objet d'un affichage public. En dehors de ces professionnels de l'acte de terreur, comme « Bassam », il s'agit donc de repérer et de neutraliser les « agents dormants » qui leur servent de soutien logistique, dissimulant là des armes et des explosifs, fournissant ici logements et moyens de transport. Ce rôle était tenu par des immigrés marocains et tunisiens dans le cas des réseaux chiites.

Le repérage des agents pro-libyens a commencé. D'autres arrestations vont se produire. Elles seront suivies également d'expulsions. Cela n'écarte malheureusement pas la menace d'opérations audacieuses menées par des commandos susceptibles d'arriver inopinément de l'étranger.

nouvelle menace

Terrorisme proche-oriental :

<ORIG> REUTER  
<TOR> 870920144935

411  
f. i. nec

<TEXT>  
UU YDB  
201850 DIS,DIP,MEA :AM-IRAN-FRANCE

RAFSANJANI SAYS FRANCE OFFERS TO EXCHANGE GORDJI FOR HOSTAGES  
PARIS, SEPT 20, REUTER - FRANCE HAS PLEDGED TO DROP A POLICE  
SUMMONS AGAINST AN IRANIAN EMBASSY INTERPRETER IF IRAN SECURES  
THE RELEASE OF FRENCH HOSTAGES IN LEBANON, THE SPEAKER OF THE  
IRANIAN PARLIAMENT SAID.

HOJATOLESLAM ALI AKBAR HASHEMI RAFSANJANI SAID IN AN  
INTERVIEW PUBLISHED ON SUNDAY BY THE MAGAZINE JEUNE AFRIQUE THAT  
FRANCE OFFERED THE DEAL DURING SECRET TALKS IN GENEVA.

THE FRENCH FOREIGN MINISTRY DECLINED TO COMMENT.

FRANCE AND IRAN CUT DIPLOMATIC RELATIONS ON JULY 17 AFTER  
IRANIAN EMBASSY INTERPRETER WAHID GORDJI REJECTED A SUMMONS TO  
FACE QUESTIONING ABOUT BOMB ATTACKS IN THE FRENCH CAPITAL LAST  
YEAR.

SINCE THE DIPLOMATIC RUPTURE, FRANCE HAS REFUSED TO ALLOW  
STAFF IN THE IRANIAN MISSION TO LEAVE THE COUNTRY UNTIL GORDJI  
APPEARS BEFORE FRENCH ANTI-TERRORISM AUTHORITIES.

IRAN HAS RETALIATED BY HOLDING FRENCH DIPLOMATS IN TEHRAN  
AND BY ACCUSING A FRENCH DIPLOMAT, PAUL TORRI, OF SPYING AND  
BLACK-MARKETEERING.

IN THE INTERVIEW, RAFSANJANI SAID FRANCE WAS TRYING TO USE  
GORDJI TO PRESSURE IRAN INTO INTERVENING ON BEHALF OF FIVE  
FRENCHMEN HELD BY PRO-IRANIAN GROUPS IN LEBANON.

"THIS IS WHAT THEY DECLARED CLEARLY THROUGH PAKISTAN DURING  
SECRET NEGOTIATIONS THAT LASTED SEVERAL DAYS IN GENEVA," HE  
SAID.

PAKISTAN HAS ACTED AS IRAN'S REPRESENTATIVE IN FRANCE SINCE  
THE DIPLOMATIC BREAK. FRANCE IS REPRESENTED IN TEHRAN BY ITALY.

"WE HAD TO REMIND THEM THAT LEBANON DOES NOT BELONG TO US  
AND IS IN NO WAY UNDER OUR CONTROL EVEN IF WE ENJOY CERTAIN  
SYMPATHIES THERE," RAFSANJANI ADDED.

HE SAID IRAN WAS EAGER TO END THE SO-CALLED EMBASSIES WAR,  
OFFERING TO DROP CHARGES AGAINST TORRI, FRANCE'S FIRST CONSUL IN  
TEHRAN, IF FRANCE ABANDONED ITS DEMAND TO QUESTION GORDJI.

FRANCE HAS REJECTED ANY LINK BETWEEN GORDJI AND TORRI,  
SAYING ITS DIPLOMAT IS THE VICTIM OF TRUMPED UP CHARGES.

RAFSANJANI ALSO REPEATED IRANIAN ALLEGATIONS THAT BEFORE  
PARLIAMENTARY ELECTIONS IN FRANCE LAST YEAR, RIGHT-WING GROUPS  
ASKED IRAN TO BLOCK EFFORTS BY THE THEN SOCIALIST GOVERNMENT TO  
FREE HOSTAGES IN LEBANON.

PRIME MINISTER JACQUES CHIRAC HAS STRONGLY DENIED THE  
CHARGES, FIRST MADE IN AN IRANIAN NEWSPAPER IN JULY.

RAFSANJANI SAID A RIGHT-WING ENVOY HAD BEEN SENT TO TEHRAN  
BEFORE THE PARLIAMENTARY POLL.

"IF THESE FACTS CONTINUE TO BE DENIED WE WILL BE FORCED TO  
PRODUCE DOCUMENTS WE HAVE KEPT ON THE SUBJECT," HE ADDED.

REUTER HIG  
NNNN

}